



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la
protection des populations de la Haute-
Loire**

DDETSPP de la Haute-Loire
Service Santé, Protection animales et environnement
3 chemin du Fieu
CS40348
43009 Le-Puy-en-Velay Cedex

Le-Puy-En-Velay, le 27/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEY SAS

ZA DE BLEU
43000 Polignac

Références : D 25 - 276
Code AIOT : 0054300538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement VEY SAS implanté ZA DE BLEU 43000 POLIGNAC. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 février 2025 s'inscrit dans le cadre des inspections pluriannuelles nationales et suite au contrôle inopiné sur les rejets aqueux du pré-traitement des effluents qui se sont déroulés du 28 au 29 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEY SAS
- ZA DE BLEU 43000 POLIGNAC
- Code AIOT : 0054300538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir SAS VEY à Polignac est connu de nos services comme une installation classée soumise à autorisation, aujourd'hui rubrique 2210-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour laquelle un arrêté préfectoral du 6 juillet 1988 a été délivré après enquête publique pour un abattage de volailles de 1300 t par an au maximum.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
6	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Prélèvement eau potable	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Traitement des boues	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 32	Demande d'action corrective	2 mois
16	VLE Azote et phosphore	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe 12	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Sans objet
10	Forage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23	Sans objet
11	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	Sans objet
13	épandage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31	Sans objet
15	Valeur limite d'émission	Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, des actions correctives sont à apporter par l'exploitant sur plusieurs points :

- Fournir un plan de masse et aménagements intérieurs actualisés
- Établir un plan des réseaux eaux pluviales, eaux vannes et eaux usées
- Établir un mode opératoire des opérations de collecte de sang
- Préciser l'existence de rétention concernant les cuves à sang et mettre en place des cuves des cuvettes de rétention adaptées pour les différents produits dangereux présent dans l'atelier de maintenance
- Revoir la consommation en eau lors du fonctionnement de l'abattoir, dépassement du ratio 6 l d'eau / kg de carcasse
- Mettre en place un contrôle périodique du disconnecteur du réseau d'eau potable
- Fournir les bons de collecte des déchets de dégrillage du pré-traitement pour avoir le tonnage collecté sur 2024
- Mise en place d'un contrôle des rejets aqueux trimestriels
- Ne pas dépasser les normes de rejets sur les eaux usées, notamment sur la DBO5, DCO et N total

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée : à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés. Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.
Constats : Il est demandé à l'exploitant le jour de l'inspection de fournir au service de l'inspection des installations classées de fournir un plan de masse et des aménagements intérieurs actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
Constats : La SAS VEY est située dans la zone artisanale de Polignac. Les abords de l'abattoir sont entretenus. Le site de l'abattoir dispose d'une clôture de sécurité pour laquelle des travaux de réfection sont prévus à court terme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Une vérification annuelle des installations électriques est réalisée par l'APAVE. Une copie du dernier contrôle périodique sera transmis au service de l'inspection des installations classées en DDETSPP 43 accompagné de la liste des éventuels travaux engagés en cas d'anomalies recensées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : La SAS VEY dispose de moyen de lutte contre l'incendie. Il a été constaté la présence d'extincteurs dans le local "atelier". Il n'a pas été dénombré le jour de l'inspection le nombre et type d'extincteur et autre moyen de défense incendie présents sur le site La vérification périodique annuelle est réalisée par la société SECURIPRO. Un justificatif de cette vérification sera transmis au service d'inspection des installations classées en DDETSPP 43.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon la déclaration de l'exploitant, le réseau de collecte est bien de type séparatif.</p> <p>Il est nécessaire d'avoir un plan des réseaux eaux pluviales, vannes et eaux usées du site de l'abattoir.</p> <p>Une expertise de l'exploitant serait à réaliser pour fiabiliser les plans et le fonctionnement des différents réseaux pour viser toute absence de rejets polluants au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Rétention des aires et locaux de travail

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur cet article, il a été uniquement abordé la collecte du sang. Il a été demandé à l'exploitant de détailler le mode opératoire de la collecte du sang dans les cuves à sang dédiées et surtout de limiter au maximum l'écoulement du sang dans les eaux usées.</p> <p>Le sang est évacué par la société SARIA à Bayet dans l'Allier. Des bons d'évacuation du sang seront transmis au service d'inspection des installations classées en DDETSP43.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Dans le local "atelier" , étaient présents des détergents, désinfectants en contenant de 20-25 l dont certains sont sur cuvettes de rétention, du lave-glace en bidon de 25 l, de l'AD Blue en bidons de 200 l. L'ensemble des contenant (AD BLUE, détergents, désinfectant, lave-glace, liquide de refroidissement, huile ..) doit être sur cuvette de rétention en conformité avec l'article précité. Par ailleurs, ce local nécessite du rangement. L'exploitant précisera si les cuves de stockage de sang dispose bien de volumes de rétention adaptés
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée :

<p>Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant le jour de l'inspection de nous fournir la consommation d'eau annuelle et le tonnage abattu pour 2024 afin d'établir le ratio de consommation d'eau / kg carcasse.</p> <p><u>Tonnage 2023</u> : 1470 t / an</p> <p><u>Tonnage 2024</u> : 1330 t / an</p> <p>La consommation annuelle d'eau n'a pas été fournie le jour de l'inspection et demande une recherche plus approfondie par l'exploitant.</p> <p>Cependant, l'exploitant a été en mesure de nous fournir une consommation en eau par volaille.</p> <p><u>2023</u> : 10.3 l / volaille</p> <p><u>2024, novembre, décembre</u> : 10.5 l / volaille</p> <p><u>2025, janvier</u> : 9.8 l / volaille</p> <p>Même si nous n'avons pas à ce stade l'évaluation précise de la consommation en eau / kg de carcasse, la consommation d'eau s'avère supérieure à 6l / kg carcasse sachant qu'une volaille abattue pèse en moyenne 1.4 kg.</p> <p>L'exploitant conscient de ce paramètre travaille à l'identification des postes où des économies d'eau pourraient être réalisées. Il pourrait être mis en œuvre des sous-compteur au sein de l'abattoir suivant les zones de consommation en eau. L'exploitant mets tout en œuvre pour identifier les éventuelles fuites.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir la consommation en eau annuelle 2024 et les ratios de consommation d'eau en l / kg de carcasses sur cette même année.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Prélèvement eau potable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon la déclaration de l'exploitant, un disconnecteur est présent à l'entrée du site. Une vérification périodique doit être mis en place</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Forage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La mise en œuvre d'un nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de l'abattoir ne dispose pas de forage actuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Pré-traitement des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de l'abattoir dispose d'un dispositif de prétraitement des effluents. Un dégrilleur fixe à maille de 6 mm est présent.</p> <p>L'unité de prétraitement est très vieillissante et nécessiterait une remise à neuf pour avoir un prétraitement efficace.</p> <p>Il est possible de mettre en place un dispositif de prélèvement des rejets sur le réseau canalisant les eaux usées après passage par le prétraitement. L'emplacement pour la mise en place de ce dispositif n'a pas été vu le jour de l'inspection.</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Traitement des boues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.
Constats : Les déchets de dégrillage du dispositif de prétraitement sont recueillis par SARIA. L'exploitant devra fournir les justificatifs de tonnage enlevés par la société SARIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles : les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ; les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ; le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur. Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols. Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur. Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Non concerné, pas de boues à épandre
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 33 et 34 du présent arrêté ; - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). <p>Pour l'analyse des effluents aqueux et les effluents gazeux, les méthodes d'analyse sont les méthodes de référence en vigueur. Pour l'analyse des sols et des boues, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation N° 1D4-88-370 du 6 juillet 1988 prévoit uniquement 1 bilan pollution par an . Il serait nécessaire de réaliser un bilan trimestriel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le débit maximal journalier autorisé dépasse le dixième du débit moyen interannuel au sens de l'article L. 232-5 du code rural du cours d'eau ou s'il est supérieur à 100 m³/j, l'arrêté d'autorisation fixe également une limite à la moyenne mensuelle du débit journalier ainsi qu'une valeur limite instantanée.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite
<p>s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.</p> <p>Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, doivent également respecter les dispositions suivantes :</p> <p>ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5°C pour les eaux salmonicoles, de 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchylicoles ;</p> <p>ne pas induire une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</p> <p>maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchylicoles ;</p> <p>ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au contrôle inopiné du 28/10/2024 au 29/10/2024 :</p> <p>Température de l'eau instantanée : 21.5 °c (limite 30°C)</p> <p>Ph : 7.3 (limite 5.5 <ph<8.5)</p> <p>Pas de données sur la modification de couleur du milieu récepteur</p> <p>Pas de données sur l'élévation de température, de pH et des MES des eaux réceptrices</p> <p>Ces 2 dernières données ne sont pas nécessaires du fait que les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration de Chadrac.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : VLE Azote et phosphore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les flux d'azote et de phosphore respectent les dispositions suivantes :</p> <p>a) Dispositions générales :</p> <p>Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551)</p> <p>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.</p> <p>Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées.</p> <p>Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE:1350)</p> <p>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.</p> <p>Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau
<p>phosphore.</p> <p>b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible à l'eutrophisation telle que définie en application de l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet, les caractéristiques du milieu récepteur et les prescriptions relatives à la zone sensible à l'eutrophisation, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres en fonction du milieu récepteur :</p> <p>Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.</p> <p>Des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.</p> <p>Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) : (Code SANDRE:1551) 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ; 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/j.</p> <p>Phosphore (phosphore total) : Code SANDRE:1350) 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j ; mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.</p> <p>Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12°C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a et au b.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'un rejet d'effluents issu d'un prétraitement vers une station d'épuration qui dépasse 15 kg/jour de MEST ou DBO5 ou 45 kg/jour de DCO :</p> <p>MES : 600 mg/l DBO5 : 800 mg/l DCO : 2000 mg/l N total : 150 mg/l P total : 50mg/l</p> <p>Valeur lors du contrôle inopiné :</p> <p>MES : 290 mg/l DBO5 : 965 mg/l DÉPASSEMENT DCO : 1980 mg/l ATTENTION rapprochement du seuil limite N total : 214 mg/l DÉPASSEMENT P total : 23 mg/l</p> <p>Un travail d'investigation est à réaliser par l'exploitant. L'exploitant doit apporter les actions</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2004, article Annexe I2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite eau
correctives pour respecter les seuils limites d'émissions, en particulier sur la station de prétraitement avant rejet au réseau d'assainissement collectif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois